JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'imprimerie nationale à Rufisque.

Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.

Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs

TARIF DES ABONNEMENTS

	VOIE NORMALE		VOIE AERIENNE	
	Six mois	Un an	Six mois	Un an
Sénégal et autres Etats de la CEDEAO	15.000f	31.000f.	-	-
Etranger : France, RDC R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie.	-	-	20.000f.	40.000f
Etranger : Autres Pays	-	-	23.000f	46.000f
Prix du numéro	Année courante 600 f		Année ant. 700f.	
Par la poste :	Majoration de 130 f par numéro			
Journal légalisé	900 f	-	Par la poste	-

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 1.000 francs

Chaque annonce répétée ... Moitié prix

(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).

Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 1520 790 630/81

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

LOI

2021
23 juillet Loi n° 2021-35 portant Code électoral 991

PARTIE OFFICIELLE

LOI

Loi n° 2021-35 du 23 juillet 2021 portant Code électoral

EXPOSE DES MOTIFS

Au lendemain de l'élection présidentielle du 24 février 2019, le Président de la République a, dès après son investiture, bien voulu inviter les acteurs politiques à participer à un dialogue national qu'il a lancé le 28 mai 2019. Dans ce cadre, il a pris le décret n° 2019-1106 du 03 juillet 2019 portant sur les règles de fonctionnement du Comité de pilotage du Dialogue national (CPDN). Le cadre de concertation sur le processus électoral, traditionnellement mis en place par le Ministère de l'Intérieur avant et après chaque élection, a alors été rattaché au Dialogue national et en est devenu la « Commission politique ».

Cette Commission est composée :

- de partis politiques regroupés en pôles de la Majorité, de l'Opposition et des Non-alignés avec 20 représentants chacun ;
- des organes de contrôle et de régulation : Commission électorale nationale autonome (CENA) et Conseil national de régulation de l'audiovisuel (CNRA) ;
- des membres de la société civile représentés par le Collectif des organisations de la société civile pour les élections (COSCE) et la Plateforme des acteurs de la société civile pour la transparence des élections (PACTE) ;
- des représentants de l'Administration.

Le mandat de la Commission politique consistait de façon générale à discuter du processus électoral, de la démocratie, des libertés, des droits humains mais également des réformes institutionnelles et des organes de gestion des élections. Les travaux entamés depuis le 09 mai 2019 ont abouti à un large consensus sur certains points portant essentiellement sur le processus électoral.

Pour accompagner ces travaux, un audit du fichier électoral et une évaluation du processus électoral ont été effectués sur demande des partis politiques.

La finalité est de favoriser une avancée significative dans le processus d'approfondissement de la démocratie dans notre pays. Les consensus enregistrés, les recommandations issues des missions d'audit du fichier et de l'évaluation du processus électoral jugées pertinentes et opportunes par la Commission politique ont conduit au réaménagement et à la réécriture de plusieurs dispositions de la loi électorale.